

Ofil des jours 2017



Note rédigée le 27 avril 2017

Déclaration du PCF de Gironde Adresse aux forces anti-austérité pour le rassemblement

En Gironde comme au niveau national, ce premier tour d'élection présidentielle est d'abord marqué par le rejet des deux grands partis qui se sont succédés au pouvoir ces 40 dernières années pour appliquer les politiques libérales et d'austérité dont on connaît le résultat. Rejet qui s'est très positivement exprimé par un vote massif en faveur du candidat soutenu par le PCF. Avec 185 122 voix recueillies, Jean-Luc Mélenchon arrive en deuxième position en Gironde, devant le Front national. Le candidat de la France Insoumise réalise des scores remarquables partout dans le département, devant parfois le pion au Front national. Ce n'est hélas pas le scénario national qui voit une fois encore le Front national se hisser au second tour. Cette situation est grave, ne doit pas être sous-estimée. C'est pourquoi le PCF a tout de suite appelé à faire barrage dans les urnes au parti de Marine Le Pen.

Pour la gauche et les millions de citoyens qui se sont exprimés pour la candidature de Jean-Luc Mélenchon, rien n'est plus urgent que de continuer à ouvrir à ces nouvelles aspirations, à une véritable démocratie ci-

toyenne. Rien n'est plus urgent que d'ouvrir les voies du rassemblement pour construire une nouvelle République sociale, écologique, solidaire, respectueuse de la diversité et des attentes de notre peuple.

Emmanuel Macron et les forces qui l'ont porté à ce niveau représentent un danger pour les classes populaires, pour les travailleurs, les retraités, les étudiants de ce pays. Ses soutiens sont les dirigeants patronaux, acteurs de la finance et tenants du système. Ce même système qui a produit la crise financière de 2008, plongé des millions de travailleurs au chômage, inventé la loi Travail, affaibli notre système de protection sociale, provoqué les tensions entre citoyens et les guerres dans le monde. Nous devons le combattre avec la plus grande énergie.

Il existe un outil pour cela, c'est l'élection massive de députés de la gauche de transformation sociale. Mais les résultats du premier tour le prouvent, cela ne sera possible que dans une véritable unité de toutes celles et tous ceux qui y ont intérêt. Communistes, militants de la France insoumise, écologistes, socialistes aujourd'hui déçus, citoyens-nes engagés-es dans les syndicats ou les associations... Nous invitons toutes les forces anti-austérité à se réunir, à débattre publiquement et à se mettre d'accord pour des candidatures communes partout où cela est possible pour que les citoyens-nes de

notre département puissent envoyer à l'assemblée nationale des députés de résistance et d'espoir qui ne s'allieront pas avec les députés macronistes pour voter des lois anti-sociales. C'est l'offre politique urgente, concrète que nous leur faisons. Nous espérons que, cette fois, l'appel du peuple à l'unité sera entendu.

Bordeaux métropole : Augmentation des amendes dans les transports



Déclaration, le 7 avril 2017, de Max Guichard, président du groupe communiste et Lena Beaulieu, membre de la commission Transports.

Publié par redac sur 14 avril 2017. Publié dans Bordeaux Métropole

« Bordeaux-Métropole et la société Keolis ont abondamment communiqué ces derniers jours sur un sujet qui leur tient à cœur : le taux de fraude dans les transports en commun bordelais et l'augmentation devenue possible des tarifs des amendes appliquées aux contrevenants. Cette décision a été prise sans concertation aucune avec les élus-es de la Métropole qui sont mis devant le fait accompli. La grande majorité d'entre eux auraient sûrement validé cette décision mais ce n'aurait pas été le cas des élus-es communistes. Nous avons été les seuls à

nous opposer aux augmentations répétées des tarifs des transports en commun, nous nous opposons également à ces augmentations d'amendes. Elles vont parfaitement à rebours de l'urgence économique et sociale qui commande de rendre plus accessible les transports en commun. Alors que la circulation automobile augmente encore, que l'usage des TER est un combat quotidien pour des milliers de travailleurs du département et que le logement intra-Métropole est une barrière sociale infranchissable pour bon nombre de ménages, la tarification des transports en commun devrait être incitative et non un facteur supplémentaire d'exclusion. Au contraire, la Métropole cherche ses recettes dans les poches des usagers et se met à la méthode punitive : 72 euros pour qui paye tout de suite, 6 mois d'emprisonnement et 7 500 euros d'amende à partir de la 5ème contravention, menace le communiqué de presse officiel ! Et ce alors que les usagers ont rapporté 4,3 millions d'euros de recettes supplémentaires sur l'exercice 2016. Quel cynisme enfin, d'augmenter le prix de la contravention au moment même où on menace la gratuité pour les chômeurs de l'agglomération ! C'est l'inverse de la justice sociale, l'inverse du défi écologique qui nous attend. Le groupe communiste s'oppose donc à ces mesures et demande que la tarification sociale en construction permette de tendre vers la gratuité des transports pour ceux qui en ont le plus besoin et rende définitivement plus attractive l'offre de transports en commun. »